

ÉLÉMENTS DE RÉFLEXION

Immigration et qualification

Un problème complexe à ne pas regarder par le petit bout de la lorgnette

Par David MASCRÉ

Chargé de mission au ministère des Affaires étrangères, docteur en philosophie et en mathématiques

On parle beaucoup ces temps-ci d'immigration. Le sujet échauffe d'autant plus les esprits qu'il induit des effets médiatiques directs et engendre des réactions politiques immédiates. Dans un contexte de précampagne présidentielle, il relance des débats anciens et réactive des réseaux de mobilisation en sommeil, ce qui ne va pas sans engendrer des conséquences fortes sur le positionnement d'ensemble du corps électoral.

Dans ce contexte de réflexion accrue autour des questions d'immigration, il nous a semblé nécessaire de rappeler quelques données fondamentales du problème, qui permettent de le resituer dans sa dimension proprement internationale en même temps que d'en percevoir quelques-unes des incidences locales, notamment du point de vue des pays d'origine.

⊙ La question des migrations et des transferts financiers est devenue incontournable, notamment du fait de son ampleur – 200 millions d'émigrés, plus de 200 milliards d'euros –, mais aussi de son caractère de plus en plus central dans un contexte d'économie globalisée.

Depuis la Première guerre mondiale, jamais les flux d'hommes et de capitaux n'ont été proportionnellement aussi importants à l'échelle planétaire. Les deux phénomènes sont d'ailleurs étroitement liés. L'évolution parallèle et continue depuis les années 1990 des courbes de mobilité démographique et capitalistique en est l'illustration. Avec des conséquences importantes et parfois inattendues pour les pays d'accueil aussi bien que pour les pays d'origine.

C'est ainsi que les transferts de fonds effectués par les immigrés sont devenus depuis 2001 la seconde source extérieure d'enrichissement des pays en voie de développement. En 2005 ils ont atteint près de 210 milliards de dollars, soit presque autant que le montant des investissements directs effectués dans ces pays par les entreprises étrangères (238 milliards de dollars). Encore ces chiffres ne prennent-ils en compte que la partie visible des flux. Ils n'intègrent pas l'ensemble des remises et versements invisibles qui, via les circuits informels (*hawalla*), alimentent pour une part non négligeable l'économie de ces flux (les experts estiment que le volume global de ces versements informels pourrait s'élever à un montant de 60 voire à 100 milliards de dollars).

Ces envois de fonds constituent un puissant levier dans la lutte contre la pauvreté. Ils représentent, à eux seuls, plus de deux fois l'Aide publique au développement (APD) mondiale (laquelle a atteint pour l'année 2005 le chiffre de 106,5 milliards de dollars).

Les études effectuées sur le terrain (enquête auprès des ménages) montrent **une forte corrélation entre les transferts de fonds arrivant dans des régions de forte migration et la réduction de la pauvreté** dans ces mêmes régions. Il est important de noter que l'émigration des cerveaux est massive pour les petits pays et/ou pour les pays isolés.

⊙ **Ces migrations sont liées à divers facteurs :**

- **le déséquilibre démographique** entre le Nord et le Sud, qui va en s'accroissant. Selon les analyses les plus récentes des démographes, l'Europe devrait « perdre » 50 millions d'habitants d'ici 2050 ;
- **les écarts de salaire (et de productivité),** qui constituent une puissante incitation à l'émigration ;
- **la mise en place par les premiers émigrés de véritables réseaux d'accueil,** qui facilite et accélère l'arrivée des nouveaux émigrants.

⊙ **Ces migrations ont un impact important sur la réduction de la pauvreté.**

Il y a d'abord **l'effet revenu** : les sommes qui rentrent au pays d'origine via les transferts de revenu sont nettement plus importantes que celles qui auraient été dégagées si les émigrés avaient travaillé sur place.

Par ailleurs, **l'impact** lié aux transferts **concerne l'étendue de la pauvreté, mais surtout sa sévérité.** Les immigrés les plus pauvres sont ceux qui sont (proportionnellement) les plus concernés par les transferts de revenu. Le phénomène, qui n'est paradoxal qu'en apparence, s'explique pour une large part par les effets de redistribution (nécessité de nourrir et d'entretenir les membres de la famille restés au pays).

Il a également été constaté que **les émigrés les plus qualifiés sont ceux qui envoient proportionnellement le moins de fonds,** mais qui font en revanche venir leur famille plus rapidement.

⊙ **L'impact sur les conditions de vie de ceux qui sont restés dans les pays d'origine de l'émigration est également important.**

De manière générale, on constate que **les enfants des familles concernées vont davantage à l'école et rentrent plus tard dans la vie active (effacement relatif du travail au champ ou à l'atelier).** Par ailleurs, on observe que **les familles investissent plus, notamment dans des microentreprises, et que leurs dépenses de santé et d'éducation sont plus importantes.**

Cette règle générale connaît néanmoins des exceptions, variables selon le contexte sociopolitique. Au Mexique, par exemple, le processus d'émigration ne s'accompagne pas du phénomène, observé ailleurs, d'élévation du niveau de scolarisation et d'instruction des enfants restés sur place. Les enfants des familles de migrants sont moins instruits que les autres, parce qu'il semble qu'ils prétendent suivre l'exemple de leurs parents et aller chercher un emploi non qualifié aux États-Unis, pour lequel un niveau plus poussé d'éducation n'est pas nécessaire et ne rapporte rien.

⊙ **Dans l'évolution des migrations, la fuite des cerveaux constitue un phénomène relativement récent.**

La mondialisation a d'abord concerné les échanges de marchandises (baisse des protections et faiblesse des coûts de transport), avant de toucher les hommes eux-mêmes (migrations) et l'information (transferts de technologie, échange de données, fuite des cerveaux).

L'importance de ces flux est variable selon les pays d'origine. De façon générale, ils sont **proportionnellement d'autant plus élevés que le pays de départ est petit, pauvre et isolé.** D'après les analyses de Maurice Schiff, économiste à la Banque mondiale, ce sont les pays des Caraïbes, d'Amérique centrale, d'Afrique subsaharienne (ASS) qui sont les plus touchés par le phénomène de l'émigration qualifiée. Dans les pays des Caraïbes, par exemple, ce sont 3 diplômés sur 7 qui émigrent, en ASS, 2 sur 3, et au Guyana, 9 sur 10. Naturellement, ces chiffres sont à apprécier en regard de la qualité et de la compétence réelle recouverte par ces niveaux de diplômes, niveaux qui peuvent varier grandement d'un pays à l'autre.

⊙ **La taille du pays est un facteur important dans la détermination de la part qu'occupent les personnes éduquées dans la population émigrée totale.**

Ainsi, pour les petits pays (pays comptabilisant une population globale inférieure à 650 000 habitants), le taux d'émigration s'élève à 10 %, dont près de 50 % composés d'individus ayant suivi une

formation supérieure. Pour les pays de taille moyenne, le taux descend à 5 %, dont 15 % composés de personnes ayant suivi une formation supérieure.

Enfin, pour les grands pays (pays comptabilisant une population globale supérieure à 30 millions d'habitants), le taux chute à 4 %, dont 5% sont des personnes qualifiées.

⊙ Cette approche globale des phénomènes migratoires (à partir des pays d'origine) ne peut avoir de sens si l'on ne prend pas en compte, parallèlement, la répartition et la destination géographique de ces flux.

En opérant un découpage tripartite des zones géographiques d'accueil – Amérique du Nord (États-Unis, Canada), Europe occidentale (Europe des Quinze plus Norvège et Suisse), reste du monde –, on observe un certain nombre de phénomènes marquants :

– **le premier pôle est le bénéficiaire net de ces flux de cerveaux.** Pour l'année 2000, il reçoit 11,1 millions d'émigrés ayant reçu une formation supérieure en provenance du reste du monde, ainsi que 2,7 millions en provenance d'Europe ;

– **le second pôle n'est qu'un bénéficiaire très secondaire de ce phénomène de migration qualifiée.** L'Europe occidentale ne reçoit que 2,7 millions de diplômés supérieurs issus du reste du monde, et 0,3 million en provenance des États-Unis.

Le solde entre l'Europe et les États-Unis est fortement négatif. Le phénomène est d'autant plus inquiétant pour les Européens que le niveau moyen des diplômés européens émigrant vers les États-Unis est de manière générale nettement supérieur à celui des diplômés américains émigrant vers l'Europe. En outre, on observe que la qualité universitaire des Européens partant pour les États-Unis est nettement supérieure à celle des immigrants qualifiés du reste du monde. Certes le phénomène doit être replacé dans un contexte global, en tenant compte des traditions historiques propres à chacun de ces ensembles géographiques (Les États-Unis ont depuis toujours développé une politique universitaire d'accueil et d'attraction des cerveaux, politique que l'Europe, longtemps dominante culturellement et chroniquement productrice d'esprits brillants et avisés, n'avait pas nécessairement besoin de valoriser à la même hauteur). Il n'en reste pas moins que le différentiel est patent, aussi bien en terme d'attractivité que de flux.

⊙ Enfin, si l'on se penche sur la question des effets positifs de ces migrations de cerveaux, on constate que l'effet sur les pays d'origine est faible en termes d'incitation.

Les populations restées sur place ne semblent pas particulièrement encouragées à s'instruire dans l'espoir d'accroître leurs possibilités d'emploi en migrant. Il n'y a donc pas pour les pays d'origine d'effet mécanique d'entraînement en terme scolaire et universitaire.

⊙ Un certain gaspillage est constaté dans l'utilisation des compétences de ces émigrés, qui ne trouvent pas tous des emplois correspondant à leurs qualifications.

Certes, cela peut s'expliquer par une **qualification de moins bonne qualité**, mais **la langue** constitue sans aucun doute un facteur important. **La distance** semble également constituer un facteur explicatif positif (contrairement aux migrations globales), dans la mesure où le coût de la migration constitue un facteur de sélection de qualité non négligeable. Ainsi, pour les États-Unis, toujours en 2000, près de 80 % des émigrants indiens qualifiés avaient un travail correspondant à leur qualification ; le chiffre se situait à 65 % pour les Britanniques et à 60 % pour les Chinois. Au Mexique, le pourcentage tombait à un peu plus de 30 %, tandis qu'il n'atteignait pas 20 % pour le Guatemala.